
Sixième session
Genève, 17-24 novembre 2003
Point 11 de l'ordre du jour

**RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX
DES PARTIES À LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA
LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES
QUI PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT
DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME
FRAPPANT SANS DISCRIMINATION**

1. La Réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, qui s'est tenue à Genève les 12 et 13 décembre 2002, a décidé de reconduire le Groupe de travail sur les restes explosifs des guerres dans ses fonctions en 2003, avec le mandat ci-après:

a) i) Négocier un instrument sur les mesures correctives générales à prendre après les conflits pour réduire les risques découlant des restes explosifs des guerres. Ces mesures seraient fondées sur une définition large couvrant la plupart des types de munitions, à l'exception des mines. Les munitions abandonnées devraient être couvertes. Lors de ces négociations, il faudra examiner certaines questions concernant notamment la responsabilité pour l'enlèvement des restes, les restes explosifs existants, la communication des renseignements nécessaires pour faciliter l'enlèvement et l'éducation relative aux risques, l'avertissement des populations civiles, l'assistance et la coopération et le cadre à utiliser pour la tenue de consultations régulières entre les Hautes Parties contractantes. En outre, le champ d'application de cet instrument devrait y être défini conformément à l'article premier de la Convention, tel qu'il a été modifié à la deuxième Conférence d'examen;

a) ii) Déterminer dans quelle mesure ces négociations permettraient de définir des mesures préventives générales propres à améliorer la fiabilité des munitions couvertes par la définition large convenue, au moyen de pratiques optimales adoptées de plein gré pour fabriquer ces munitions, en contrôler la qualité, les manipuler et les stocker. Les échanges d'informations, l'assistance et la coopération seraient des aspects importants de ces pratiques optimales;

b) Indépendamment des négociations prévues à l'alinéa *a*, continuer d'examiner l'application des principes existants du droit international humanitaire et poursuivre des travaux complémentaires, ouverts à tous, sur les mesures préventives qu'il serait possible de prendre pour améliorer la conception de certains types particuliers de munitions, y compris les sous-munitions, afin de réduire autant que faire se peut les risques de voir de telles munitions devenir des restes explosifs des guerres et poser ainsi des problèmes humanitaires. Les échanges d'informations, l'assistance et la coopération feraient partie intégrante de ces travaux;

c) Organiser éventuellement des réunions d'experts militaires pour se faire donner des conseils concernant les activités décrites ci-dessus.

2. À la même réunion, les États parties ont décidé de reconduire le Groupe de travail sur les mines autres que les mines antipersonnel dans ses fonctions en 2003, avec le mandat suivant:

a) Continuer à étudier la question des mines autres que les mines antipersonnel. Le Groupe examinera les moyens les plus indiqués de réduire les risques posés par l'emploi irresponsable de mines autres que les mines antipersonnel, y compris la possibilité d'arrêter un mandat pour la négociation d'un nouvel instrument et d'autres mesures appropriées. Il prendra en considération:

- La nécessité de concilier les préoccupations humanitaires que suscitent les mines autres que les mines antipersonnel et l'utilité militaire de telles armes;
- Les restrictions applicables à de telles mines qui sont énoncées dans le Protocole II modifié, annexé à la Convention;
- Les mesures techniques et autres visant à réduire autant que faire se peut les risques que font courir de telles mines aux êtres humains, ainsi que les modalités à établir en vue de l'application effective de ces mesures, telles que la coopération internationale et l'assistance, l'établissement de périodes de transition, etc.;
- Les questions que soulève l'emploi de mines autres que les mines antipersonnel par des acteurs qui ne sont pas des États;
- Toute question que soulèveraient d'autres aspects de telles mines.

b) Organiser éventuellement des réunions d'experts militaires pour se faire donner des conseils concernant les activités décrites ci-dessus.

3. Toujours à la même réunion, les États parties ont décidé que le Président désigné entreprendrait au cours de l'intersession des consultations sur les solutions qui pourraient être adoptées en vue de promouvoir le respect des dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés, eu égard aux propositions avancées, et qu'il présenterait aux États parties un rapport adopté par consensus.

4. À la même réunion, les États parties ont décidé de faire exécuter des travaux pour donner suite aux décisions prises, qui seraient placés sous la supervision du Président désigné d'une réunion des États parties à la Convention qui se tiendrait les 27 et 28 novembre 2003 à Genève.

5. Toujours à la même réunion, les États parties ont décidé, sans préjudice du principe généralement admis du roulement, de désigner de nouveau l'Ambassadeur d'Inde, M. Rakesh Sood, comme Président de la Réunion des États parties prévue pour 2003 et a reconduit dans leurs fonctions les deux Coordonnateurs du Groupe d'experts gouvernementaux, à savoir l'Ambassadeur des Pays-Bas, M. Chris Sanders, pour la question des restes explosifs des guerres et le Ministre Conseiller de la Bulgarie, M. Peter Kolarov, pour celle des mines autres que les mines antipersonnel.
6. Toujours à la Réunion de 2002, les États parties sont convenus que, en 2003, le Groupe d'experts gouvernementaux entreprendrait des travaux intersessions et se réunirait trois fois à Genève à cette fin.
7. Le Groupe d'experts gouvernementaux a tenu trois sessions en 2003. Il est fait état des débats tenus et des travaux menés par le Groupe à ses quatrième et cinquième sessions dans les documents CCW/GGE/IV/2, du 19 mars 2003, et CCW/GGE/V/3, du 8 juillet 2003, respectivement.
8. Le Groupe d'experts gouvernementaux a tenu sa sixième session à Genève du 17 au 24 novembre 2003.
9. La session a été ouverte le 17 novembre 2003 par le Président désigné de la Réunion des États parties à la Convention prévue pour les 27 et 28 novembre 2003, l'Ambassadeur d'Inde, M. Rakesh Sood. Ensuite, les séances des groupes de travail ont été présidées par les deux Coordonnateurs, qui étaient chargés l'un de la question des restes explosifs des guerres – l'Ambassadeur des Pays-Bas, M. Chris Sanders – et l'autre de la question des mines autres que les mines antipersonnel – le Ministre Conseiller de la Bulgarie, M. Peter Kolarov. M. Vladimir Bogomolov, spécialiste des questions politiques au Service de Genève du Département des affaires de désarmement, a fait office de secrétaire du groupe. M. Bogomolov était secondé par M. Bantan Nugroho, spécialiste des questions politiques.
10. À sa 1^{re} séance plénière, le 17 novembre 2003, le Groupe a confirmé l'ordre du jour (CCW/GGE/IV/1) qu'il avait adopté à la 1^{re} séance plénière de sa quatrième session, le 10 mars 2003, ainsi que le règlement intérieur qui avait été adopté et appliqué par la deuxième Conférence d'examen (CCW/CONF.II/PC.1/1, avec des modifications faites oralement), et il a adopté son programme de travail (CCW/GGE/VI/1).
11. Les États parties à la Convention dont le nom suit ont participé aux travaux du Groupe: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Croatie, Cuba, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Sénégal, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tunisie et Ukraine.

12. Quatre États signataires de la Convention – l'Égypte, l'Islande, le Soudan et le Viet Nam – ont également participé aux travaux du Groupe.

13. Les États dont le nom suit, qui ne sont pas parties à la Convention, ont participé aux travaux du Groupe en qualité d'observateurs: Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Barbade, Burkina Faso, Jamahiriya arabe libyenne, Kazakhstan, Koweït, Madagascar, Malaisie, Qatar, République dominicaine, Thaïlande, Venezuela, Yémen.

14. Des représentants du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) et du Service de l'action antimines de l'ONU ont pris part aux travaux du Groupe.

15. Des représentants du Centre international de déminage humanitaire de Genève, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de l'Organisation de la Conférence islamique, ainsi que de l'American Bar Association, du Bureau de la Société des Amis auprès des Nations Unies, de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, d'Handicap International, de Human Rights Watch, de Landmine Action (Royaume-Uni), de Mines Action Canada et de Pax Christi, ont également pris part aux travaux du Groupe.

16. Le Groupe a tenu deux séances plénières. Les États dont le nom suit ont participé à l'échange de vues général qui a eu lieu à la 1^{re} séance plénière: Australie, Brésil, Canada, Chine, Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Israël, Italie (au nom de l'Union européenne ainsi que des États candidats à l'adhésion et des États associés), Japon, Maroc, Mexique, Norvège, Pakistan et Suisse. Les représentants du Service de l'action antimines (qui s'est exprimé au nom du Groupe interorganisations de coordination de l'action antimines) et de Landmine Action sont également intervenus.

17. Conformément au programme de travail, le Groupe de travail sur les restes explosifs des guerres a tenu six séances et a examiné le «Projet de texte d'un instrument relatif aux restes explosifs des guerres», que lui avait présenté le Coordonnateur (CCW/GGE/VI/WG.1/WP.1).

18. Le Groupe de travail sur les mines autres que les mines antipersonnel a tenu deux séances et a examiné le projet sur les mines autres que les mines antipersonnel, qu'avait proposé le Coordonnateur (CCW/GGE/VI/WG.2/WP.1).

19. Le Groupe a tenu en marge de sa sixième session une réunion d'experts militaires sur la question des mines autres que les mines antipersonnel, qu'a présidée M. Paul Ellis, du Centre international de déminage humanitaire de Genève.

20. En application des décisions prises à la Réunion des États parties à la Convention en 2002 (CCW/MSP/2002/2), une séance, présidée par l'Ambassadeur Rakesh Sood, a été consacrée à l'examen des solutions qui pourraient être adoptées en vue de promouvoir le respect des dispositions de la Convention.

21. Au cours de la session, le Groupe de travail sur les restes explosifs des guerres et le Groupe de travail sur les mines autres que les mines antipersonnel ont tous deux examiné les documents de travail dont ils étaient saisis (CCW/GGE/VI/WG.1/WP.1 à 3 et CCW/GGE/VI/WG.2/WP.1 à 11, respectivement) et qui sont énumérés dans l'annexe I. Ces documents sont disponibles dans

toutes les langues officielles de l'ONU par le biais du Système de diffusion électronique des documents de l'ONU (<http://www.ods.unog.ch>).

22. Des exposés ont été faits dans le cadre du Groupe de travail sur les mines autres que les mines antipersonnel, un par la délégation allemande (Les dispositifs de mise à feu sensibles des mines antivéhicule – aperçu des dispositifs de mise à feu (détonateurs et capteurs) et recommandations concernant des pratiques optimales) et deux par la délégation russe (Les restrictions mises actuellement à l'emploi de mines autres que les mines antipersonnel dans le cadre du Protocole II modifié. L'autodestruction et l'autodésactivation des mines autres que les mines antipersonnel). Le Service de l'action antimines de l'ONU a également fait un exposé (Rapport de mission: Angola).

23. À la séance plénière finale, le 24 novembre 2003, les deux Coordonnateurs ont présenté les recommandations de leurs groupes de travail respectifs, recommandations qui ont été approuvées par le Groupe d'experts gouvernementaux et qui sont jointes en tant qu'annexes II, III et IV.

24. À la séance considérée, le Groupe d'experts gouvernementaux des Parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination a recommandé que la Réunion des États parties à la Convention décide d'adopter le projet de protocole relatif aux restes explosifs de guerre, dont le texte est joint au présent document en tant qu'annexe II.

25. Le Groupe d'experts gouvernementaux a recommandé que le Président désigné entreprenne au cours de l'intersession des consultations sur les solutions qui pourraient être adoptées en vue de promouvoir le respect des dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés, eu égard aux propositions avancées, et qu'il présente aux États parties un rapport adopté par consensus.

26. Le Groupe d'experts gouvernementaux est convenu que, en 2004, des travaux intersessions seront menés pendant cinq semaines au maximum, divisées en trois sessions, dont les dates seront arrêtées à la Réunion des États parties prévue pour les 27 et 28 novembre 2003.

27. À la même séance plénière, le Groupe d'experts gouvernementaux a recommandé que les travaux à exécuter pour donner suite aux décisions découlant de la Réunion des États parties des 27 et 28 novembre 2003 soient placés sous la supervision du Président désigné de la Réunion des États parties qu'il est proposé de tenir à Genève en 2004, conjointement avec la sixième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié.

28. Toujours à la même séance plénière, le Groupe d'experts gouvernementaux a adopté le projet de rapport d'activité de sa sixième session, contenu dans le document CCW/GGE/VI/CRP.1, avec des modifications faites oralement. Le rapport d'activité est publié sous la cote CCW/GGE/VI/2.

Annexe I**LISTE DE DOCUMENTS DU GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX
QUATRIÈME SESSION, 10-14 MARS 2003**

Cote	Titre	Auteur/pays/organisation
CCW/GGE/IV/1	Ordre du jour provisoire	Président désigné
CCW/GGE/IV/1/Add.1	Programme de travail provisoire	Président désigné
CCW/GGE/IV/2	Rapport d'activité	Secrétariat
CCW/GGE/IV/WG.1/WP.1	Document-cadre sur les restes explosifs des guerres: structure possible d'un instrument relatif aux restes explosifs des guerres	Coordonnateur pour la question des restes explosifs des guerres
CCW/GGE/IV/WG.1/WP.2	Restes explosifs des guerres: aide aux victimes	Afrique du Sud
CCW/GGE/IV/WG.1/WP.3	Restes explosifs des guerres: assistance et coopération	Pakistan
CCW/GGE/IV/WG.1/WP.4	Amendements concernant la protection des populations civiles contre les effets des restes explosifs des guerres (art. 6 du Document-cadre sur les restes explosifs des guerres)	Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
CCW/GGE/IV/WG.1/WP.5	Document-cadre sur les restes explosifs des guerres: article 7	Australie
CCW/GGE/IV/WG.1/WP.6	Définition des restes explosifs des guerres	Fédération de Russie
CCW/GGE/IV/WG.2/WP.1	Questions essentielles concernant les mines autres que les mines antipersonnel	Coordonnateur pour la question des mines autres que les mines antipersonnel
CCW/GGE/IV/WG.2/WP.2	Emploi irresponsable de mines autres que les mines antipersonnel par des acteurs qui ne sont pas des États	Inde
CCW/GGE/IV/WG.2/WP.3	Rapport de mission: Afghanistan	Service de l'action antimines de l'ONU
CCW/GGE/IV/MISC.1	Liste provisoire des participants	Secrétariat
CCW/GGE/IV/INF.1	Liste des participants	Secrétariat
CCW/GGE/IV/CRP.1	Projet de rapport d'activité	Secrétariat

**LISTE DE DOCUMENTS DU GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX
CINQUIÈME SESSION, 16-27 JUIN 2003**

Cote	Titre	Auteur/pays/organisation
CCW/GGE/V/1	Programme de travail provisoire	Président désigné
CCW/GGE/V/2	Respect des engagements dans le contexte de la Convention	Grèce (au nom de l'Union européenne)
CCW/GGE/V/3	Rapport d'activité	Secrétariat
CCW/GGE/V/WG.1/WP.1/Rev.1	Projet de texte d'un instrument relatif aux restes explosifs des guerres	Coordonnateur pour la question des restes explosifs des guerres
CCW/GGE/V/WG.1/WP.2	L'Organisation des Nations Unies et les restes explosifs des guerres	Service de l'action antimines de l'ONU
CCW/GGE/V/WG.1/WP.3	Avertissements et sensibilisation aux dangers des restes explosifs des guerres	Centre international de déminage humanitaire de Genève
CCW/GGE/V/WG.1/WP.4	Informations nécessaires sur les restes explosifs des guerres	Centre international de déminage humanitaire de Genève
CCW/GGE/V/WG.1/WP.5	Assurer la fiabilité des munitions par une gestion appropriée	Fédération de Russie
CCW/GGE/V/WG.1/WP.6	Le droit international humanitaire et les restes explosifs des guerres	Norvège
CCW/GGE/V/WG.2/WP.1	Questions essentielles concernant les mines autres que les mines antipersonnel	Coordonnateur pour la question des mines autres que les mines antipersonnel
CCW/GGE/V/WG.2/WP.2	Dispositifs de mise à feu sensibles des mines antivéhicule: aperçu des dispositifs de mise à feu (détonateurs et capteurs) – recommandations concernant des pratiques optimales	Allemagne
CCW/GGE/V/WG.2/WP.3	Document de réflexion sur la coopération et l'assistance internationales concernant les mines autres que les mines antipersonnel	Canada

Cote	Titre	Auteur/pays/organisation
CCW/GGE/V/WG.2/WP.4	Mines autres que les mines antipersonnel: aperçu des dispositifs de mise à feu (détonateurs et capteurs) et recommandations concernant des pratiques optimales	Canada
CCW/GGE/V/MISC.1	Liste provisoire des participants	Secrétariat
CCW/GGE/V/INF.1	Liste des participants	Secrétariat
CCW/GGE/V/INF.1/Corr.1	Liste des participants, rectificatif	Secrétariat
CCW/GGE/V/CRP.1	Projet de rapport d'activité	Secrétariat

**LISTE DE DOCUMENTS DU GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX
SIXIÈME SESSION, 17-24 NOVEMBRE 2003**

Cote	Titre	Auteur/pays/organisation
CCW/GGE/VI/1	Programme de travail provisoire	Président désigné
CCW/GGE/VI/2	Rapport d'activité	Secrétariat
CCW/GGE/VI/WG.1/WP.1	Projet de texte d'un instrument relatif aux restes explosifs des guerres	Coordonnateur pour la question des restes explosifs des guerres
CCW/GGE/VI/WG.1/WP.2	Observations du Groupe interorganisations de coordination de l'action antimines au sujet du projet de texte d'un instrument relatif aux restes explosifs des guerres	Service de l'action antimines de l'ONU
CCW/GGE/VI/WG.1/WP.3	Interprétation et mise en œuvre, à l'échelle nationale, du droit international humanitaire, eu égard aux risques que présentent les restes explosifs des guerres	Norvège
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.1	Mines autres que les mines antipersonnel – projet proposé par le Coordonnateur	Coordonnateur pour la question des mines autres que les mines antipersonnel
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.2	Les acteurs qui ne sont pas des États et les risques que font courir aux êtres humains les mines autres que les mines antipersonnel	Mines Action Canada
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.3	Dispositifs de mise à feu sensibles des mines antivéhicule – Aperçu des dispositifs de mise à feu (détonateurs et capteurs) et recommandations concernant des pratiques optimales	Allemagne
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.4	Mines terrestres autres que les mines antipersonnel, mises en place en dehors de zones clôturées et marquées	Fédération de Russie
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.5	Détectabilité des mines	Fédération de Russie
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.6	Dispositifs explosifs improvisés	Fédération de Russie

Cote	Titre	Auteur/pays/organisation
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.7	Dispositifs de mise à feu sensibles des mines autres que les mines antipersonnel	Fédération de Russie
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.8	Le problème des mines qui font sauter les moyens de transport utilisés par les missions humanitaires	Fédération de Russie
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.9	Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi et du transfert des mines autres que les mines antipersonnel	Danemark, États-Unis d'Amérique et autres États
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.9/Corr.1	Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi et du transfert des mines autres que les mines antipersonnel	Danemark, États-Unis d'Amérique et autres États
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.10	Proposition de la Fédération de Russie concernant les travaux futurs du Groupe d'experts gouvernementaux sur le problème des mines terrestres autres que les mines antipersonnel	Fédération de Russie
CCW/GGE/VI/WG.2/WP.11	Rapport de mission: Angola	Service de l'action antimines de l'ONU
CCW/GGE/VI/MISC.1	Liste provisoire des participants	Secrétariat
CCW/GGE/VI/INF.1/Rev.1	Liste révisée des participants	Secrétariat
CCW/GGE/VI/CRP.1	Projet de rapport d'activité	Secrétariat

Pour toutes questions techniques sur la procédure à suivre pour obtenir les documents susmentionnés, contacter directement le Système de diffusion électronique des documents de l'ONU par courrier électronique (<http://www.ods.unog.ch/ods/>). L'accès au Système est gratuit pour les fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU, pour un certain nombre d'utilisateurs des institutions spécialisées et organisations du système des Nations Unies et pour 20 utilisateurs au maximum dans chacun des États Membres de l'Organisation. Les demandes d'accès sont à adresser à la personne suivante:

M^{me} Margaret Wachter
 Adresse électronique: mwachter@unog.ch
 Télécopie: +41 22 917-0736
 Téléphone: +41 22 917-3657

Annexe II

PROTOCOLE RELATIF AUX RESTES EXPLOSIFS DE GUERRE

Les Hautes Parties contractantes,

Reconnaissant les graves problèmes humanitaires posés après les conflits par les restes explosifs de guerre,

Conscientes de la nécessité de conclure un protocole portant sur des mesures correctives générales à prendre après des conflits afin de réduire autant que faire se peut les risques inhérents aux restes explosifs de guerre et les effets de tels restes,

Disposées à prendre des mesures préventives générales, en appliquant à leur gré des pratiques optimales spécifiées dans une annexe technique, en vue d'améliorer la fiabilité des munitions et, par là même, de réduire, autant que faire se peut, l'apparition de restes explosifs de guerre,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Dispositions générales et champ d'application

1. Conformément à la Charte des Nations Unies et aux règles du droit international relatif aux conflits armés qui s'appliquent à elles, les Hautes Parties contractantes conviennent de se conformer aux obligations énoncées dans le présent Protocole, tant individuellement qu'en coopération avec d'autres Hautes Parties contractantes, en vue de réduire autant que faire se peut les risques inhérents aux restes explosifs de guerre et les effets de tels restes dans les situations postérieures aux conflits.
2. Le présent Protocole s'applique aux restes explosifs de guerre qui se trouvent sur le sol des Hautes Parties contractantes, y compris dans leurs eaux intérieures.
3. Le présent Protocole s'applique aux situations résultant des conflits qui sont visés dans les paragraphes 1 à 6 de l'article premier de la Convention, tel qu'il a été modifié le 21 décembre 2001.
4. Les articles 3, 4, 5 et 8 du présent Protocole s'appliquent aux restes explosifs de guerre autres que les restes existants, tels que définis au paragraphe 5 de l'article 2 du Protocole.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Protocole, on entend:

1. Par *munition explosive*, une munition classique contenant un explosif, à l'exception des mines, pièges et autres dispositifs définis dans le Protocole II annexé à la Convention, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996.
2. Par *munition non explosée*, une munition explosive qui a été amorcée, munie d'un détonateur, armée ou préparée de quelque autre manière pour être employée dans un conflit armé, et qui a été employée dans un conflit armé; elle a pu être tirée, larguée, lancée ou projetée et aurait dû exploser mais ne l'a pas fait.
3. Par *munition explosive abandonnée*, une munition explosive qui n'a pas été employée dans un conflit armé, qui a été laissée ou mise en décharge par une partie à un conflit armé et qui ne se trouve plus sous le contrôle de la partie qui l'a laissée ou mise en décharge. Une munition explosive abandonnée a pu être amorcée, munie d'un détonateur, armée ou préparée de quelque autre manière pour être employée.
4. Par *restes explosifs de guerre*, les munitions non explosées et les munitions explosives abandonnées.
5. Par *restes explosifs de guerre existants*, les munitions non explosées et les munitions explosives abandonnées qui préexistent à l'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle elles se trouvent.

Article 3

Enlèvement, retrait ou destruction des restes explosifs de guerre

1. Chaque Haute Partie contractante, de même que chaque partie à un conflit armé, assume les responsabilités énoncées dans le présent article en ce qui concerne tous les restes explosifs de guerre se trouvant sur un territoire qu'elle contrôle. Lorsqu'une partie ne contrôle plus le territoire sur lequel elle a employé des munitions explosives devenues des restes explosifs de guerre, elle fournit, après la cessation des hostilités actives et si faire se peut, par la voie bilatérale ou par le truchement de tiers dont conviennent les parties et que peuvent être, entre autres, des organismes des Nations Unies ou d'autres organisations compétentes, une assistance technique, financière, matérielle ou en personnel, notamment, afin de faciliter le marquage et l'enlèvement, le retrait ou la destruction de ces restes explosifs.
2. Après la cessation des hostilités actives et dès que possible, chaque Haute Partie contractante, de même que chaque partie à un conflit armé, marque et enlève, retire ou détruit les restes explosifs de guerre dans les territoires touchés qu'elle contrôle. Les opérations d'enlèvement, de retrait ou de destruction sont menées à titre prioritaire dans les zones touchées par des restes explosifs de guerre dont on estime, conformément au paragraphe 3 du présent article, qu'ils présentent des risques humanitaires graves.

3. Après la cessation des hostilités actives et dès que possible, chaque Haute Partie contractante, de même que chaque partie à un conflit armé, prend les mesures suivantes afin de réduire les risques inhérents aux restes explosifs de guerre dans les zones touchées qu'elle contrôle:

- a) Elle étudie et évalue les dangers présentés par les restes explosifs de guerre;
- b) Elle évalue et hiérarchise les besoins en matière de marquage et d'enlèvement, de retrait ou de destruction de ces restes ainsi que les possibilités concrètes de réaliser ces opérations;
- c) Elle marque et enlève, retire ou détruit ces restes;
- d) Elle prend des dispositions pour mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution de ces opérations.

4. Lorsqu'elles mènent les activités visées ci-dessus, les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé tiennent compte des normes internationales, notamment les normes internationales de l'action antimines (*International Mine Action Standards*).

5. Les Hautes Parties contractantes coopèrent, s'il y a lieu, tant entre elles qu'avec d'autres États, des organisations régionales et internationales compétentes et des organisations non gouvernementales, en vue de l'octroi d'une assistance technique, financière, matérielle et en personnel, notamment, y compris, si les circonstances s'y prêtent, l'organisation des opérations conjointes nécessaires pour appliquer les dispositions du présent article.

Article 4

Enregistrement, conservation et communication des renseignements

1. Dans toute la mesure possible et autant que faire se peut, les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé enregistrent et conservent des renseignements concernant les munitions explosives employées et les munitions explosives abandonnées, afin de faciliter le marquage et l'enlèvement, le retrait ou la destruction rapides des restes explosifs de guerre, la sensibilisation aux risques et la communication des renseignements utiles à la partie qui contrôle le territoire et aux populations civiles de ce territoire.

2. Sans retard après la cessation des hostilités actives et autant que faire se peut, sous réserve de leurs intérêts légitimes en matière de sécurité, les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé qui ont employé ou abandonné des munitions explosives dont il est possible qu'elles soient devenues des restes explosifs de guerre fournissent ces renseignements à la partie ou aux parties qui contrôlent la zone touchée, par la voie bilatérale ou par le truchement de tiers dont conviennent les parties et que peuvent être, entre autres, des organismes des Nations Unies, ou, sur demande, à d'autres organisations compétentes dont la partie fournissant les renseignements a acquis la certitude qu'elles mènent ou vont mener une action de sensibilisation aux risques inhérents aux restes explosifs de guerre et des opérations de marquage et d'enlèvement, de retrait ou de destruction de tels restes dans la zone touchée.

3. Lorsqu'elles enregistrent, conservent et communiquent de tels renseignements, les Hautes Parties contractantes tiennent compte de la première partie de l'Annexe technique.

Article 5

Autres précautions relatives à la protection de la population civile, des civils isolés et des biens de caractère civil contre les risques inhérents aux restes explosifs de guerre et les effets de tels restes

1. Les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé prennent toutes les précautions possibles sur le territoire touché qu'elles contrôlent pour protéger la population civile, les civils isolés et les biens de caractère civil contre les risques inhérents aux restes explosifs de guerre et les effets de ces restes. Par précautions possibles, on entend les précautions qui sont praticables ou qu'il est pratiquement possible de prendre eu égard à toutes les conditions du moment, notamment aux considérations d'ordre humanitaire et d'ordre militaire. Ces précautions peuvent consister en des avertissements, des actions de sensibilisation des populations civiles aux risques inhérents aux restes explosifs de guerre, le marquage, la fermeture par des clôtures et la surveillance du territoire où se trouvent de tels restes, conformément à la deuxième partie de l'Annexe technique.

Article 6

Dispositions relatives à la protection des organisations et missions humanitaires contre les effets des restes explosifs de guerre

1. Chaque Haute Partie contractante, de même que chaque partie à un conflit armé:
 - a) Autant que faire se peut, protège contre les effets des restes explosifs de guerre les organisations et missions humanitaires qui opèrent ou vont opérer, avec son consentement, dans la zone qu'elle contrôle;
 - b) Si elle en est priée par une telle organisation ou mission humanitaire, fournit autant que faire se peut des renseignements sur l'emplacement de tous les restes explosifs de guerre dont elle a connaissance sur le territoire où cette organisation ou mission opère ou va opérer.
2. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice du droit international humanitaire en vigueur ou d'autres instruments internationaux applicables ou encore de décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies visant à assurer une plus haute protection au personnel.

Article 7

Assistance en ce qui concerne les restes explosifs de guerre existants

1. Chaque Haute Partie contractante a le droit, s'il y a lieu, de solliciter auprès d'autres Hautes Parties contractantes, d'États qui ne sont pas parties au présent Protocole, ainsi que d'institutions et organisations internationales compétentes, et de recevoir de ces parties, États ou institutions et organisations une assistance pour le règlement des problèmes posés par les restes explosifs de guerre existants.

2. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire fournit une assistance pour régler les problèmes posés par les restes explosifs de guerre existants, selon les besoins et les possibilités. À cet égard, les Hautes Parties contractantes prennent également en considération les objectifs humanitaires du présent Protocole, de même que les normes internationales, notamment les normes internationales de l'action antimines (*International Mine Action Standards*).

Article 8

Coopération et assistance

1. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire fournit une assistance pour le marquage et l'enlèvement, le retrait ou la destruction des restes explosifs de guerre, ainsi que pour la sensibilisation des populations civiles aux risques inhérents à ces restes et les activités connexes, notamment par le truchement d'organismes des Nations Unies, d'autres institutions ou organisations internationales, régionales ou nationales compétentes, du Comité international de la Croix-Rouge, des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur fédération internationale ou d'organisations non gouvernementales, ou encore par la voie bilatérale.

2. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire fournit une assistance pour les soins à donner aux victimes des restes explosifs de guerre et leur réadaptation, ainsi que pour leur réinsertion sociale et économique. Une telle assistance peut être fournie, entre autres, par le truchement d'organismes des Nations Unies, d'institutions ou organisations internationales, régionales ou nationales compétentes, du Comité international de la Croix-Rouge, des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur fédération internationale, ou d'organisations non gouvernementales, ou encore par la voie bilatérale.

3. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire verse des contributions aux fonds d'affectation spéciale créés au sein du système des Nations Unies, ainsi qu'à d'autres fonds d'affectation spéciale pertinents, afin de faciliter la fourniture d'une assistance conformément au présent Protocole.

4. Chaque Haute Partie contractante a le droit de participer à un échange aussi large que possible des équipements, matières et renseignements scientifiques et techniques, sauf en ce qu'ils concernent les armes, qui sont nécessaires à l'application du présent Protocole. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter de tels échanges conformément à leur législation nationale et n'imposent pas de restrictions indues à la fourniture, à des fins humanitaires, d'équipements d'enlèvement et des renseignements techniques correspondants.

5. Chaque Haute Partie contractante s'engage à fournir aux bases de données sur l'action antimines établies dans le cadre des organismes des Nations Unies des informations concernant en particulier les différents moyens et techniques d'enlèvement des restes explosifs de guerre ainsi que des listes d'experts, d'organismes spécialisés ou de centres nationaux qui puissent être contactés, et, à son gré, des renseignements techniques sur les munitions explosives des types visés.

6. Les Hautes Parties contractantes peuvent adresser des demandes d'assistance, appuyées par des renseignements pertinents, à l'Organisation des Nations Unies, à d'autres organismes appropriés ou à d'autres États. Ces demandes peuvent être présentées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui les transmet à toutes les Hautes Parties contractantes et aux organisations internationales et non gouvernementales compétentes.

7. Dans le cas des demandes qui sont adressées à l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général de l'Organisation peut, dans les limites des ressources dont il dispose, faire le nécessaire pour évaluer la situation et, en coopération avec la Haute Partie contractante requérante et d'autres Hautes Parties contractantes dont les responsabilités sont énoncées à l'article 3 ci-dessus, recommander l'assistance qu'il convient de fournir. Le Secrétaire général peut aussi faire rapport aux Hautes Parties contractantes sur toute évaluation ainsi effectuée de même que sur le type et l'ampleur de l'assistance requise, y compris d'éventuelles contributions des fonds d'affectation spéciale créés au sein du système des Nations Unies.

Article 9

Mesures préventives générales

1. Chaque Haute Partie contractante est encouragée à prendre, eu égard à ses circonstances et capacités, des mesures préventives générales visant à réduire autant que faire se peut l'apparition de restes explosifs de guerre et notamment, mais non exclusivement, celles qui sont mentionnées dans la troisième partie de l'Annexe technique.

2. Chaque Haute Partie contractante peut participer, à son gré, à un échange de renseignements concernant les efforts faits pour promouvoir et établir les pratiques optimales touchant les mesures visées au paragraphe 1 du présent article.

Article 10

Consultations des Hautes Parties contractantes

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se consulter et à coopérer entre elles pour ce qui est de toutes questions concernant le fonctionnement du présent Protocole. À cette fin, une conférence des Hautes Parties contractantes est tenue si une majorité d'au moins dix-huit Hautes Parties contractantes en sont convenues.

2. Entre autres, les conférences des Hautes Parties contractantes:

- a) Examinent l'état et le fonctionnement du présent Protocole;
- b) Examinent des questions concernant l'application nationale du présent Protocole, y compris la présentation ou la mise à jour de rapports nationaux annuels;
- c) Préparent les conférences d'examen.

3. Les coûts de chaque conférence sont couverts par les Hautes Parties contractantes et les États qui participent aux travaux de la conférence sans être parties au Protocole, selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, dûment ajusté.

Article 11

Respect des dispositions

1. Chaque Haute Partie contractante requiert de ses forces armées ainsi que des autorités et services compétents qu'ils établissent les instructions et modes opératoires voulus et veillent à ce que leurs membres et leur personnel reçoivent une formation conforme aux dispositions pertinentes du présent Protocole.
2. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se consulter et à coopérer entre elles à l'échelon bilatéral, par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ou suivant d'autres procédures internationales appropriées, en vue de régler tous problèmes qui se poseraient concernant l'interprétation et l'application des dispositions du présent Protocole.

Annexe technique

Des pratiques optimales sont suggérées dans la présente Annexe technique pour atteindre les objectifs énoncés aux articles 4, 5 et 9 du Protocole. Les Hautes Parties contractantes appliqueront l'Annexe à leur gré.

1. Enregistrement, archivage et communication des renseignements sur les munitions non explosées et les munitions explosives abandonnées

a) Enregistrement des renseignements: En ce qui concerne les munitions explosives dont il est possible qu'elles soient devenues des restes explosifs de guerre, l'État devrait s'efforcer d'enregistrer aussi précisément que possible les données suivantes:

- i) Emplacement des zones prises pour cible de munitions explosives;
- ii) Nombre approximatif de munitions explosives employées dans les zones visées sous i);
- iii) Type et nature des munitions explosives employées dans les zones visées sous i);
- iv) Emplacement général des munitions non explosées dont la présence est connue ou probable.

Lorsqu'un État est obligé d'abandonner des munitions explosives au cours d'opérations, il devrait s'efforcer de les laisser dans des conditions de sécurité et d'enregistrer comme suit des renseignements les concernant:

- v) Emplacement des munitions explosives abandonnées;
- vi) Nombre approximatif de munitions explosives abandonnées sur chaque site spécifique;
- vii) Types de munitions explosives abandonnées sur chaque site spécifique.

b) Archivage des renseignements: Lorsque l'État a enregistré des renseignements conformément au paragraphe a), il devrait les archiver de manière à pouvoir les rechercher et les communiquer ultérieurement conformément au paragraphe c).

c) Communication des renseignements: Les renseignements enregistrés et archivés par un État conformément aux paragraphes a) et b) devraient, compte étant tenu des intérêts en matière de sécurité et autres obligations de cet État, être communiqués conformément aux dispositions ci-après:

- i) Contenu:

Les renseignements communiqués sur les munitions non explosées devraient porter sur les points ci-après:

- 1) Emplacement général des munitions non explosées dont la présence est connue ou probable;
- 2) Types et nombre approximatif de munitions explosives employées dans les zones prises pour cible;
- 3) Méthode d'identification des munitions explosives, y compris par la couleur, les dimensions, la forme et d'autres marques pertinentes;
- 4) Méthode d'enlèvement sans danger des munitions explosives.

Les renseignements communiqués sur les munitions explosives abandonnées devraient porter sur les points ci-après:

- 5) Emplacement des munitions explosives abandonnées;
 - 6) Nombre approximatif de munitions explosives abandonnées sur chaque site spécifique;
 - 7) Types de munitions explosives abandonnées sur chaque site spécifique;
 - 8) Méthode d'identification des munitions explosives abandonnées, y compris par la couleur, les dimensions et la forme;
 - 9) Informations sur le type et les méthodes d'emballage des munitions explosives abandonnées;
 - 10) État de préparation;
 - 11) Emplacement et nature de tous pièges dont la présence est connue dans la zone où se trouvent des munitions explosives abandonnées.
- ii) Destinataire: Les renseignements devraient être communiqués à la partie ou aux parties qui contrôlent le territoire touché et aux personnes ou institutions dont l'État qui fournit les renseignements a acquis la certitude qu'elles participent ou participeront à l'enlèvement des munitions non explosées ou des munitions explosives abandonnées dans la zone touchée et à la sensibilisation de la population civile aux risques inhérents à ces munitions;
- iii) Mécanisme: L'État devrait, lorsque cela est possible, tirer parti des mécanismes établis à l'échelle internationale ou locale pour la communication des renseignements, en particulier le Service de l'action antimines de l'ONU, le Système de gestion de l'information pour l'action antimines et d'autres organismes spécialisés, selon qu'il le jugera bon;
- iv) Délais: Il faudrait communiquer les renseignements dès que possible en tenant compte d'éléments tels que les opérations militaires ou humanitaires qui se dérouleraient dans les zones touchées, la disponibilité et la fiabilité des renseignements et les questions pertinentes en matière de sécurité.

2. Avertissements, sensibilisation aux risques, marquage, fermeture par des clôtures et surveillance

Mots ou expressions clefs

a) Par «avertissements», on entend les informations fournies ponctuellement à la population civile des territoires touchés sur les précautions à prendre afin de réduire autant que faire se peut les risques inhérents aux restes explosifs de guerre.

b) La sensibilisation de la population civile aux risques inhérents aux restes explosifs de guerre devrait se faire au moyen de programmes de sensibilisation destinés à faciliter l'échange d'informations entre les collectivités touchées, les pouvoirs publics et les organisations humanitaires de manière à ce que ces collectivités soient informées des dangers présentés par les restes explosifs de guerre. Les programmes de sensibilisation aux risques relèvent généralement d'activités à long terme.

Pratiques optimales en ce qui concerne les avertissements et la sensibilisation aux risques

c) Dans tous les programmes concernant les avertissements et la sensibilisation aux risques, il faudrait, lorsque cela est possible, tenir compte des normes nationales et internationales existantes, notamment les normes internationales de l'action antimines (*International Mine Action Standards*).

d) Les avertissements et les activités de sensibilisation aux risques devraient viser la population civile touchée, dont les civils vivant à l'intérieur ou à proximité des zones où se trouvent des restes explosifs de guerre et ceux qui traversent de telles zones.

e) Les avertissements devraient être donnés dès que possible, en fonction du contexte et des informations disponibles. Un programme de sensibilisation aux risques devrait remplacer aussitôt que possible le programme relatif aux avertissements. Il faudrait toujours avertir les collectivités touchées et les sensibiliser aux risques dans les meilleurs délais.

f) Les parties à un conflit devraient recourir à des tiers, tels que des organisations internationales et des organisations non gouvernementales, lorsqu'elles n'ont pas les ressources et les compétences requises pour assurer une sensibilisation efficace aux risques.

g) Les parties à un conflit devraient, si cela est possible, fournir des ressources supplémentaires pour les avertissements et la sensibilisation aux risques. Elles pourraient par exemple fournir un appui logistique, produire des matériels pour la sensibilisation aux risques, apporter un appui financier et donner des informations cartographiques générales.

Marquage, fermeture par des clôtures et surveillance des zones où se trouvent des restes explosifs de guerre

h) À tout moment pendant et après un conflit, lorsqu'il existe des restes explosifs de guerre, les parties à ce conflit devraient, dans les meilleurs délais et dans toute la mesure possible, veiller à ce que les zones où se trouvent de tels restes soient marquées, clôturées et surveillées afin d'en empêcher efficacement l'accès par les civils, conformément aux dispositions ci-après.

i) Des signaux d'avertissement faisant appel aux méthodes de marquage reconnues par la collectivité touchée devraient être utilisés pour marquer les zones dont on soupçonne qu'elles sont dangereuses. Les signaux et autres dispositifs de marquage des limites d'une zone dangereuse devraient être visibles, lisibles, durables et résistants aux effets de l'environnement, autant que faire se peut, et devraient clairement indiquer de quel côté des limites se trouve la zone où existent des risques dus à des restes explosifs de guerre et de quel côté on considère qu'il n'y a pas de danger.

j) Il faudrait mettre en place une structure appropriée qui assumerait la responsabilité de la surveillance et du maintien en état des systèmes de marquage permanents et temporaires, intégrés dans les programmes nationaux et locaux de sensibilisation aux risques.

3. Mesures préventives générales

Les États qui produisent ou acquièrent des munitions explosives devraient, dans la mesure du possible et selon qu'il convient, veiller à ce que les mesures ci-après soient appliquées et respectées durant le cycle de vie de ces munitions.

a) Gestion de la fabrication des munitions

- i) Les processus de production devraient être conçus pour atteindre le plus haut degré de fiabilité des munitions;
- ii) Les processus de production devraient faire l'objet de mesures agréées de contrôle de la qualité;
- iii) Lors de la production de munitions explosives, il faudrait appliquer des normes agréées d'assurance qualité internationalement reconnues;
- iv) Les essais de réception devraient être réalisés en conditions réelles de tir dans toute une gamme de situations ou au moyen d'autres procédures validées;
- v) Des normes élevées de fiabilité devraient être spécifiées dans les contrats entre l'acheteur et le vendeur de munitions explosives.

b) Gestion des munitions

Afin d'assurer la meilleure fiabilité possible à long terme des munitions explosives, les États sont encouragés à appliquer les normes et modes opératoires correspondant aux pratiques optimales en ce qui concerne l'entreposage, le transport, le stockage sur le terrain et la manipulation conformément aux dispositions ci-après.

- i) Les munitions explosives devraient être entreposées dans des installations sûres ou stockées dans des conteneurs appropriés permettant de protéger les munitions explosives et leurs éléments en atmosphère contrôlée si nécessaire;

- ii) Tout État devrait transporter des munitions explosives en provenance et à destination d'installations de production, d'installations de stockage et du terrain dans des conditions réduisant autant que possible l'endommagement de ces munitions;
- iii) Lorsque cela est nécessaire, l'État devrait stocker et transporter des munitions explosives dans des conteneurs appropriés et en atmosphère contrôlée;
- iv) Il faudrait réduire autant que faire se peut les risques d'explosion des stocks en prenant des dispositions appropriées en matière de stockage;
- v) Les États devraient appliquer des procédures appropriées d'enregistrement, de suivi et d'essai des munitions explosives, de manière, entre autres, à avoir des informations sur la date de fabrication de chaque munition ou lot de munitions explosives et des informations sur les endroits où la munition explosive a été placée, dans quelles conditions elle a été entreposée et à quels facteurs environnementaux elle a été exposée;
- vi) Il faudrait, le cas échéant, périodiquement soumettre les munitions explosives stockées à des essais en conditions réelles de tir pour s'assurer de leur bon fonctionnement;
- vii) Il faudrait, le cas échéant, périodiquement soumettre les sous-ensembles de munitions explosives stockées à des essais en laboratoire pour s'assurer de leur bon fonctionnement;
- viii) Lorsque cela est nécessaire compte tenu des renseignements obtenus grâce aux procédures d'enregistrement, de suivi et d'essai, il faudrait prendre des mesures appropriées consistant par exemple à ajuster la durée de vie escomptée d'une munition, afin de maintenir la fiabilité des munitions explosives stockées.

c) Formation

Il est important de former correctement l'ensemble du personnel participant à la manipulation, au transport et à l'emploi de munitions explosives, afin qu'elles fonctionnent avec la fiabilité voulue. Les États devraient donc adopter et maintenir des programmes de formation adéquats pour veiller à ce que le personnel reçoive une formation appropriée concernant les munitions qu'il sera appelé à gérer.

d) Transfert

L'État qui envisage de transférer un type de munitions explosives à un autre État qui n'en possède pas encore devrait veiller à ce que l'État qui les reçoit soit en mesure de stocker, de maintenir en état et d'employer correctement ces munitions.

e) Production future

L'État devrait examiner les moyens d'améliorer la fiabilité des munitions explosives qu'il entend produire ou acquérir, afin d'atteindre la plus haute fiabilité possible.

Annexe III

**RECOMMANDATION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR
LES RESTES EXPLOSIFS DES GUERRES**

[Le Groupe de travail sur les restes explosifs des guerres recommande aux États parties de le reconduire dans ses fonctions en 2004, avec le mandat ci-après:

Continuer d'examiner l'application des principes existants du droit international humanitaire et, en privilégiant tout particulièrement, au départ, les réunions d'experts militaires et techniques, poursuivre des travaux complémentaires, ouverts à tous, sur les mesures préventives qu'il serait possible de prendre pour améliorer la conception de certains types particuliers de munitions, y compris les sous-munitions, afin de réduire autant que faire se peut les risques de voir de telles munitions devenir des restes explosifs de guerres et poser ainsi des problèmes humanitaires. Les échanges d'informations, l'assistance et la coopération feraient partie intégrante de ces travaux.]

Annexe IV

**RECOMMANDATION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES MINES
AUTRES QUE LES MINES ANTIPERSONNEL**

Le Groupe de travail sur les mines autres que les mines antipersonnel recommande aux États parties de le reconduire dans ses fonctions en 2004, avec le mandat suivant:

1. Examiner toutes les propositions relatives aux mines autres que les mines antipersonnel qui ont été avancées depuis la création du Groupe d'experts gouvernementaux, dans le but d'élaborer des recommandations appropriées sur la question, recommandations qu'il conviendra de soumettre aux États parties à leur prochaine réunion;
2. Organiser en outre des réunions d'experts militaires pour se faire donner des conseils concernant les activités décrites ci-dessus.
